

23 janvier 2024

Note de think tank

« Souveraineté alimentaire ? le cas poulet »

Yves Le Morvan, Responsable Filières et Marchés



Le concept de souveraineté alimentaire, en ces périodes actuelles troublées mais aussi dans des perspectives de transition des politiques agricoles et alimentaires, fait l'objet de nombreux débats. Un **Groupe de travail** d'AgriDées s'est réuni de janvier à août 2023 afin d'apporter une contribution à sa définition, notamment par son application à l'évolution de la filière poulet en France qui représente un parfait exemple de la problématique. Cette Note en est issue.

[Cette note est disponible en téléchargement gratuit sur notre site.](#)

Résumé

En France, la consommation de poulet dépend désormais à 50 % des importations. Faut-il s'en inquiéter et en faire un symbole de la dégradation de notre socle productif, ou simplement compter sur d'autres pays, quels qu'ils soient, et s'en satisfaire ?

Le concept de souveraineté alimentaire engendre de réels débats philosophiques, politiques, économiques liés à une sensibilité nationale propre. Il s'agit d'avoir la capacité de déterminer son propre système alimentaire. Il faudrait le fonder sur une base juridique propre à la définition du périmètre géographique concerné. La souveraineté alimentaire, tout en se construisant, se doit de protéger un modèle spécifique de production et de consommation voulu en Europe.

La filière du poulet de chair fait face à de nombreux vents contraires que ce soit en matière de compétitivité, de crise sanitaire ou de concurrence intempesive internationale. Néanmoins cette filière repose sur un socle résilient de contractualisation, et la viande de poulet remporte les suffrages des consommateurs, à condition de suivre les tendances de consommation, avec un bon profil nutritionnel.

La meilleure façon de contenir et de réduire partiellement les importations consisterait à lancer et soutenir un plan de relance productive. La chaîne alimentaire du poulet, réactivée dans des conditions modernisées – investissements à l’appui – et suivant une trajectoire de durabilité, pourrait relever ce défi. Pour ce faire, elle a besoin de l’appui des pouvoirs publics, y compris pour faciliter le dialogue sociétal induit par le fait productif. Mais aussi afin d’impulser cohérence et loyauté dans le cadrage des échanges internationaux. C’est une question de souveraineté.

Nos propositions

1. Concrétiser le concept de souveraineté alimentaire

a) Définir la souveraineté par des approches complémentaires, au service d’un objectif
La souveraineté doit se *décliner tout autant à l’échelle territoriale, que nationale et européenne*. La souveraineté par sa seule définition européenne n’intégrerait pas les apports contributifs et équilibrés des régions et des pays-membres. Par ailleurs, au cas où la souveraineté européenne comprendrait les engagements internationaux de l’UE, sans limites, elle ouvrirait elle-même une brèche dans un de ses objectifs qui est de se *protéger de la concurrence d’autres modèles sociétaux et environnementaux*.

b) Faire fonctionner les frontières communautaires

La filière volailles, ou plus précisément celle du poulet de chair, est insérée dans la logique des échanges internationaux, qui requiert de la compétitivité mais à armes égales. La recherche continue de l’Union européenne de signer des accords internationaux qui ouvrent des contingents d’importation avec des pays n’ayant pas les mêmes normes en affaiblit la souveraineté alimentaire. Par ailleurs, les conséquences de l’insertion de l’Ukraine *de facto* et *de jure* au marché intérieur pour ses produits agricoles pourraient être modérées par *une utilisation négociée de la clause de sauvegarde prévue par la réglementation européenne*.

2. L'avenir du poulet de chair : la reconquête productive face aux importations

a) Un plan de transition et de relance productive

Les raisons qui amènent à la situation actuelle du poulet en France, après avoir été leader européen, soit une production qui ne couvre plus que 50 % de la consommation, sont nombreuses entre perte de compétitivité, concurrence internationale, évolution des modes de consommation, crises sanitaires à répétition, fonctionnement de la chaîne...Les responsabilités sont partagées, mais il existe un point d'évidence : comment faire face au flot d'importation avec une telle stagnation de la production, de telles difficultés à produire, un vieillissement relatif d'une partie des outils de production. Produire n'est pas vieillir. Un plan de modernisation, mais aussi de transition face aux enjeux transversaux, *un plan de relance productive* pourrait atténuer cette perte de souveraineté et redynamiser un secteur beaucoup plus essentiel qu'il n'y paraît.

b) Vers un poulet « décarboné » ou bas-carbone

Parmi les nombreux enjeux sociétaux et environnementaux relatifs à la chaîne alimentaire, le climat est probablement le plus critique, sans sous-estimer les autres. L'impact carbone de notre alimentation doit être amélioré, les gaz à effet de serre réduits. En ce qui concerne les poulets, *l'amélioration génétique, l'utilisation renforcée des protéines végétales territoriales dans la nutrition animale, et bien entendu la décarbonation des outils de production et industriels par l'innovation* représentent des voies connues mais qui devraient être accompagnées beaucoup plus fortement. Cela pourrait aussi permettre d'instaurer un dialogue aujourd'hui distendu entre acteurs économiques et représentants de la société.